

**Convention collective**

IDCC : 8434. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES, ETAF ET CUMA**  
**(Franche-Comté)**  
**(1<sup>er</sup> novembre 1998)**

(Étendue par arrêté du 11 juin 1999,  
*Journal officiel* du 23 juin 1999)

---

AVENANT N° 30 DU 20 JANVIER 2017

NOR : AGRS1797156M

IDCC : 8434

---

Entre

FRSEA de Bourgogne-Franche-Comté

FRCUMA de Bourgogne-Franche-Comté

FREDT des territoires de Franche-Comté

D'une part, et

Union régionale CFDT de Franche-Comté

Fédération CFTC de l'agriculture

SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de compléter les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles, en prévoyant la liste des emplois pour lesquels il est possible de recourir au contrat de travail intermittent.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Liste des emplois pour lesquels il est possible de recourir au contrat de travail intermittent*

Il est ajouté à l'article 5.1 « Durée du travail » de la convention collective susvisée un paragraphe « d) Emplois pour lesquels il est possible de recourir au contrat de travail intermittent », rédigé comme suit :

« d) Emplois pour lesquels il est possible de recourir au contrat de travail intermittent

L'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles prévoit dans son article 9.3 que les employeurs agricoles peuvent conclure des contrats de travail intermittent pour pourvoir des emplois permanents soumis soit à des variations saisonnières ou de production, soit à des contraintes saisonnières ou extérieures de commercialisation,

ou conclus dans le cadre de services de remplacements, comportant par nature une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées.

Dans le respect de ce principe général et des autres dispositions de l'accord national précité relatives au contrat de travail intermittent, dans les exploitations et entreprises couvertes par la présente convention collective, les emplois pouvant être pourvus par un contrat de travail intermittent sont les suivants :

- emplois d'ouvriers et employés exécutants (niveau 1, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'article 6.1 de la présente convention collective) ;
- emplois d'ouvriers et employés spécialisés (niveau 2, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'article 6.1 de la présente convention collective) ;
- emplois d'ouvriers et employés qualifiés (niveau 3, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'article 6.1 de la présente convention collective) ;
- emplois d'ouvriers et employés hautement qualifiés (niveau 4, échelons 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'article 6.1 de la présente convention collective) ;
- emplois de techniciens et agents de maîtrise (TAM niveaux 1 et 2 de la classification des emplois prévue à l'article 6.2 de la présente convention collective). »

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à la date de sa signature.

## **Article 3**

### *Formalités de dépôt et d'extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de l'unité départementale du Doubs de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Bourgogne-Franche-Comté.

Un exemplaire sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à École-Valentin, le 20 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)